

Fonder une «économie pour le peuple» avec Stephanie Kelton

 mediapart.fr/journal/international/050321/fonder-une-economie-pour-le-peuple-avec-stephanie-kelton

Le phénomène revient avec une régularité de métronome. Après chaque crise, des « experts » et autres économistes viennent faire la leçon au bon peuple : il va falloir se « serrer la ceinture », « faire des efforts » et « faire des réformes ». Cette fois, Bercy et Matignon mènent la charge, avec des appels à la relance de la réforme des retraites au plus tôt et une commission sur l'avenir de la dette.

Les arguments sont toujours les mêmes : celui du « bon sens » qui voudrait que l'on ne puisse pas indéfiniment dépenser plus qu'on ne gagne, celui de la nécessité qui voudrait que seule l'économie privée crée de la richesse et celui de la menace qui supposerait que sans austérité, la crise de la dette menacerait le pays.

Derrière ces discours de « bons gestionnaires » se cachent toujours des intérêts de classe en mouvement et en lutte. Leur force réside dans une position « micro-fondée » : si ce n'est pas possible pour les entreprises ou les particuliers, pourquoi serait-ce possible pour les États ? Et c'est sans doute ce qui explique leur succès dans le paysage médiatique et politique. Et c'est pourquoi la lecture de l'ouvrage de l'économiste étasunienne Stephanie Kelton, *Le Mythe du déficit*, à paraître le 10 mars aux éditions Les Liens qui libèrent, semble d'intérêt public.

Elle l'est d'abord en ce qu'elle dynamite scrupuleusement et avec beaucoup de pédagogie ces mythes fondateurs de l'austérité et des politiques de destruction des politiques sociales. Mais ce livre est aussi essentiel en ce qu'il ne fait précisément pas que cela. C'est aussi un des livres les plus clairs désormais disponible en français sur la théorie moderne de la monnaie (TMM ou, en anglais, MMT) dont Stephanie Kelton est une des plus importantes représentantes outre-Atlantique. Or, cette théorie permet, avec toutes les limites sur lesquelles on reviendra, d'aller plus loin que la seule critique des positions néolibérales : elle construit une véritable alternative et permet d'envisager un nouveau paradigme.

L'intérêt n'est donc pas seulement de dénoncer des mythes sur lesquels, selon les circonstances, certains orthodoxes peuvent d'ailleurs revenir, mais plutôt de construire à partir de ces fausses évidences, une nouvelle forme d'économie. Chacun des mythes auxquels s'attaque Stéphanie Kelton offre ainsi des perspectives nouvelles et politiquement opérationnelles.

Ce n'est donc pas un énième pamphlet anti-austérité mais bien davantage un manuel pour la rénovation de l'approche économique. Autrement dit, c'est moins un ouvrage défensif qu'un ouvrage offensif visant à redonner la maîtrise de l'économie au plus grand nombre. Avec cette idée simple que ces mythes n'existent que parce qu'ils nous sont imposés pour

STEPHANIE KELTON

LE MYTHE
DU
DÉFICIT



La Théorie moderne de la monnaie
et la naissance de l'économie du peuple

“Kelton renverse l'idée reçue
selon laquelle les déficits budgétaires
sont mauvais pour les États.”

BEST SELLER DU *New York Times*

L L L LES LIENS QUI LIBÈRENT

des raisons précises : celui de maintenir un certain ordre social.

« Il nous faut percer le rideau de fumée des mythes et nous souvenir que nous avons toujours eu ce pouvoir », explique Stephanie Kelton. C'est en cela que la MMT présente un intérêt majeur : c'est une vision qui propose un nouvel ordre social. On peut sans doute le juger trop timoré, mais après quarante ans de néolibéralisme, c'est une alternative qui a l'intérêt de ne pas être qu'un retour « au bon vieux temps des trente glorieuses et du New Deal ». L'ouvrage est donc un démontage en règle des objections habituellement faites à toutes les politiques sociales.

La première de ces objections, c'est que le budget d'un État n'est pas soumis à la même contrainte que le budget familial ou celui d'une entreprise. Le pouvoir monétaire d'un État et son horizon d'existence ne sont pas les mêmes que ceux des agents privés. C'est d'ailleurs le cœur de la vision de la MMT : un État qui dispose de sa souveraineté monétaire ne peut faire faillite. Sauf s'il promet de convertir sa devise « *en quelque chose dont il pourrait manquer* » : une autre devise ou de l'or, par exemple. « *Lorsqu'un pays émet sa propre monnaie non convertible (en métal précieux) et n'emprunte que dans sa propre monnaie, il jouit de la souveraineté monétaire* », résume Stephanie Kelton. Il peut donc toujours créer les moyens financiers de rembourser sa dette et de combler ses besoins.



L'économiste Stephanie Kelton, photographiée à Tokyo en 2019. © Kaname Yoneyama / Yomiuri / The Yomiuri Shimbun via AFP

De ce point de vue, les États de la zone euro ne bénéficient pas de cette souveraineté, comme l'a prouvé la crise grecque. Si la zone euro disposait d'un Trésor commun et centralisé, la situation serait différente, mais, dans la situation actuelle, la BCE

« indépendante » représente une puissance extérieure aux États de l'union monétaire et peut donc fermer l'accès des pays à leurs propres devises (souvent en s'appuyant sur les divergences entre les États membres, ce que la crise grecque a, là aussi, montré).

Mais quand cette souveraineté monétaire est acquise, les limites posées au déficit sont artificielles et ne reflètent pas que l'on dépense « trop ». C'est le deuxième mythe démonté par Stéphanie Kelton. Les vraies limites ne résident pas dans des niveaux précis de déficits ou dans des règles budgétaires, mais dans l'inflation.

« *Pour savoir si l'on dépense trop, regardez l'inflation* », explique-t-elle. Cela traduit une vision propre à la MMT, où les limites à la dépense ne sont pas financières mais résident dans les contraintes réelles : les capacités productives, les ressources naturelles, le niveau d'emploi. Lorsque ces capacités sont dépassées apparaît l'inflation.

En passant, on perçoit que, contrairement à ce que ses critiques avancent souvent, la MMT n'est pas une théorie de la dépense infinie et incontrôlée. « *Le message de la MMT n'est pas l'abolition de toute limite* », affirme d'ailleurs Stéphanie Kelton. Bien au contraire, cette approche a une vision très précise des contraintes.

La grande différence, c'est que l'ajustement pour éviter tout emballement inflationniste est réalisé, chez les économistes *mainstream*, par l'emploi *via* les taux d'intérêt et le niveau d'activité, alors que la MMT assure, par la garantie d'emploi, que les citoyens ne paient pas le prix de l'ajustement.

C'est là encore un élément clé et intéressant de la MMT : ne pas compter sur le secteur privé pour créer les emplois nécessaires, mais au contraire construire *a priori* le plein-emploi et ajuster par le secteur privé. C'est un changement de perspective considérable qui revient à partir des besoins de la communauté plutôt que de ceux du secteur privé.

Dès lors, et c'est un autre mythe démonté par Stéphanie Kelton, l'argent ne doit pas manquer pour les besoins sociaux et c'est bien au reste de l'économie de s'ajuster à cette priorité. Il est donc absurde de s'interroger pour savoir si on a « les moyens » de construire un système de sécurité sociale solide. La MMT ne prétend pas que la souveraineté monétaire permet de faire n'importe quoi. Elle prétend qu'elle permet de faire des choix. Et c'est décisif.

Donner la priorité aux besoins humains

Dans cette vision, la dette publique n'est pas un problème. Comme le souligne Stéphanie Kelton (qui parle des États-Unis), « *nous pourrions rembourser la dette intégralement aujourd'hui si nous le voulions* ». La souveraineté monétaire permet de créer la monnaie nécessaire au remboursement de la dette. Au reste, l'État n'a nul besoin de s'endetter pour se financer. Il n'a pas davantage besoin de lever des impôts pour « payer ses dépenses ». Cette vision peut paraître étrange à première vue, mais dans la vision néochartaliste de la MMT (qui repose sur l'idée que la monnaie est une création politique), dette publique et impôts ont des fonctions très différentes de celles qui dominent aujourd'hui.

La dette publique comme les impôts sont, précisément, des moyens d'ajustement macroéconomique. Ils peuvent servir à créer ou à réduire des ressources financières dans l'économie pour éviter la surchauffe ou accélérer la reprise. C'est le fruit de ce principe très clairement formulé par la MMT et très largement oublié par l'orthodoxie économique que les dépenses des uns sont les recettes des autres.

Lorsque l'État dégage un déficit, il fournit des ressources financières à d'autres, ménages ou entreprises. C'est d'ailleurs bien pour cela que le mythe de « *l'éviction de la dépense privée par la dépense publique* » n'a pas de sens. Plus l'État dépense, plus il distribue des ressources. La « dépense publique » n'est pas un trou noir où l'argent est confisqué. Cette image conviendrait mieux à l'épargne financiarisée de l'âge néolibéral, celle des très riches.

Lorsque, cependant, l'État taxe une population, il lui ôte des capacités de dépenses, ce qui permet d'ajuster le niveau de l'inflation. Évidemment, l'impôt a d'autres fonctions centrales : la répartition des richesses et les incitations diverses. Là aussi, c'est un point important, car on objecte souvent à la vision de la MMT que, puisque l'État n'a plus besoin d'impôts pour se financer, pourquoi ne renoncerait-il pas à la fiscalité ? C'est une traduction d'une mécompréhension des mécanismes de cette théorie qui est sensible aux limites et voit dans l'impôt un instrument social et d'ajustement économique clé. Cela suppose de renoncer à faire croire que l'impôt peut résoudre des problèmes de financement, mais que sa fonction est plus clairement celle de la répartition des richesses. Il faut donc assumer cet aspect égalitariste central de la fonction de l'impôt.

La question la plus délicate qui est abordée par Stephanie Kelton est celle du commerce international. Elle rejoint évidemment la critique la plus fréquemment adressée à la MMT : cette théorie ne serait valable que dans le cadre économique étasunien (même si elle a en grande partie vu le jour aussi en Australie). Les États-Unis disposent du fameux « privilège exorbitant » du dollar qui assure que la demande de billets verts de par le monde est toujours élevée. Dans ce cadre, il serait aisé de ne pas se soucier des déficits. Mais les autres pays, eux, le devraient.

Stephanie Kelton est consciente de cette objection, mais elle affirme que la MMT est applicable à d'autres pays que les États-Unis. « *On peut utiliser la MMT pour décrire et améliorer les choix politiques ouverts à n'importe quel pays doté d'un haut degré de souveraineté monétaire* », affirme-t-elle, comme le Canada, l'Australie, le Japon, le Royaume-Uni, mais elle n'oublie pas les autres, les pays en développement qui, eux, n'ont peu ou pas de souveraineté monétaire parce qu'ils ont besoin de se fournir en marchandises sur des marchés internationaux où les transactions se réalisent en devises « fortes ».

C'est l'objet du chapitre 5 du livre qui cherche à montrer que le déficit commercial des États-Unis n'est pas un problème, précisément parce qu'il permet de donner au reste du monde les dollars nécessaires aux besoins des États qui manquent de ressources. Dans les faits, les choses ne sont pas si simples dans la mesure où ces dollars qui sortent s'accompagnent aussi de pertes d'emplois. Mais pour Stephanie Kelton, le problème est de concevoir le commerce international comme un seul lieu de concurrence où les

travailleurs sont des variables d'ajustement. Si les États-Unis construisent le plein-emploi et une forme élevée de sécurité sociale, ils briseraient ce cercle vicieux de la concurrence internationale et pourraient se concentrer sur une forme de coopération pour définir une nouvelle division mondiale du travail.

La MMT, comme d'autres économistes aujourd'hui, considère que le problème central du commerce international est le rapport de classe interne à chaque pays. C'est la pression exercée sur les travailleurs et justifiée par la concurrence qui conduit aux déséquilibres du moment. « *Dans les échanges internationaux, le facteur déterminant n'est pas la concurrence entre pays mais le rapport de forces entre des intérêts précis au sein d'un même pays* », résume Stephanie Kelton. Le protectionnisme ne règle pas vraiment ce problème parce qu'il exacerbe la pression sur le travail dans les pays importateurs et renforce la puissance de certains intérêts dans les pays exportateurs, pas nécessairement au bénéfice du travail.

La « *paix commerciale* » que propose Stephanie Kelton est donc fondée sur cette idée que le déficit commercial et les importations ne sont pas en soi mauvaises, mais que l'usage des ressources transférées aux pays producteurs l'est. Sous la pression des élites occidentales, et pour le plus grand bénéfice des multinationales, on a dit « *aux pays pauvres qu'ils ne devaient pas se laisser tenter par des stratégies de développement orientées vers la création d'emploi, l'indépendance énergétique ou tout autre objectif étranger à la production spécialisée* ». C'est cela qu'il faut changer en utilisant le commerce mondial comme vecteur de ce développement réel : donner des devises aux États qui en ont besoin pour favoriser chez eux l'emploi et la sécurité sociale, pas l'exploitation.

C'est un élément, là encore, passionnant de la MMT : en partant de la souveraineté monétaire, on construit un authentique internationalisme. D'ailleurs, la mise en place d'une garantie de l'emploi semble à la fois couper l'herbe sous le pied de la concurrence entre les travailleurs et désarmer toute critique « économique » de l'immigration.

La lecture du livre de Stephanie Kelton est donc hautement recommandée. C'est un ouvrage qui, même s'il se situe dans le cadre étasunien, fait beaucoup réfléchir et ouvre des perspectives uniques. La construction d'une « *économie pour le peuple* » semble, en fin de lecture, une possibilité. Il faut néanmoins souligner que cette théorie s'inscrit encore dans un cadre post-keynésien : il s'agit de sauvegarder le capitalisme de lui-même et de ses dérives. Il n'est cependant pas impossible de penser que la portée de cette vision dépasse largement cette tâche. La construction d'une économie fondée sur les besoins de la population, où la garantie de l'emploi est centrale et où le secteur privé ne dicte pas sa loi induit bien plus qu'un changement de paradigme. C'est le cœur du fonctionnement de l'économie capitaliste qui est remis en cause.

Sans doute les membres de la MMT, qui demeurent fondamentalement keynésiens, refusent d'accepter ce fait, mais leur projet ouvre le champ à un développement plus ambitieux où, progressivement, la loi de la valeur deviendrait caduque parce qu'elle ne pourrait s'exercer sur le marché du travail. Cela représente évidemment une étape supplémentaire, qui irait plus loin que ce que propose Stephanie Kelton, notamment en

généralisant la garantie d'emploi à des secteurs où le privé est rentable, mais peu performant, en modifiant le rapport de force dans les entreprises, en démocratisant davantage les décisions de l'État et des entreprises. Lorsque le marché du travail n'est plus un fait central dans l'ajustement économique, les priorités évoluent nécessairement et le mode de production s'ajuste.

C'est la pression du besoin de profits induit par la marchandisation de la production agricole anglaise qui a donné l'impulsion première au capitalisme. La garantie de l'emploi pourrait avoir cette fonction pour le socialisme futur. Il est d'ailleurs possible que la faiblesse structurelle actuelle du capitalisme, ainsi que le changement climatique, contraigne une économie gérée selon la MMT à prendre cette voie pour ne plus dépendre d'une croissance impossible. Il n'en reste pas moins que la MMT représente, plus que jamais, une option pour sortir du néolibéralisme par le haut. En attendant davantage.